WATSON, MRS. F. H.—Trois de 1868, mesurant ensemble 100 pieds de front sur la rue Roman, sur 120 pieds de profondeur.

Les susdites lot de terre, ensemble avec les dites ventes sont terminées, toutes les taxes étant payées.

Et pour être vendus par les procès-verbaux de Succession, Etat de la Louisiane—Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans, dans l'Etat susdit, le 3 août 1880, en conformité à un ordre à moi donné par la Cour Civile du District de la dite paroisse, rendu sur la requête de Mme Mary Ann Watson, veuve de feu Frederick Watson, en son vivant résidant de la dite ville, et ce, pour le paiement de certaines dettes et charges, et l'opération prescrite par la loi.

Conditions : Comptant, en, outre, une partie du prix d'achat sera remise entre les mains du Shérif, pour le paiement des taxes dues sur la propriété susdite, et le surplus sera payé par l'acquéreur, à la réception du titre définitif de vente, qui sera passé devant le notaire choisi par la Cour Civile du District de la dite paroisse, aux frais de l'acquéreur, lequel titre définitif de vente contiendra les clauses ordinaires et usitées en pareil cas, et il sera donné caution hypothécaire sur les biens immeubles de l'acquéreur, pour le paiement du prix de vente, et il sera donné hypothèque spéciale sur les biens immeubles vendus, jusqu'à ce que le prix de vente ait été payé en entier, avec intérêt à 8 par cent par an, depuis le jour de la vente, jusqu'au paiement complet, et les frais de la vente seront à la charge de l'acquéreur.

Le tout conformément à une ordonnance rendue par la Cour Civile du District de la dite paroisse, dans l'affaire susdite, le 29 juillet 1880, et dans les délais fixés par la dite ordonnance.

J. D. HOUSTON,
Collecteur de Taxes d'Etat, District Supérieur
Paroisse d'Orléans.

ETAT DE LA LOUISIANE vs. W. VAN HOLDER.

Bureau du Collecteur de Taxes d'Etat,
District Supérieur, No. 26 rue Union,
Nouvelle-Orléans, 14 septembre, 1880.

Etat de la Louisiane—Paroisse d'Orléans.

Conformément à un ordre à moi donné par la Cour Civile du District de la dite paroisse, dans l'affaire susdite, le 3 août 1880, et dans les délais fixés par la dite ordonnance, je vais procéder à la vente à l'encan public, à la porte principale du Palais de Justice, dans la dite paroisse, dans la Nouvelle-Orléans, dans l'Etat susdit, le 1er jour d'octobre, 1880, entre les heures légales de vente, savoir : entre midi et 3 heures de l'après-midi, de ce jour, les lots de terre ci-après désignés, appartenant à la succession de feu W. Van Holder, en son vivant résidant de la dite paroisse d'Orléans, dans l'Etat susdit, pour le paiement de certaines dettes et charges, et l'opération prescrite par la loi.

Le dit jour de vente, le susdit lot de terre sera vendu à la porte principale du Palais de Justice, dans la dite paroisse d'Orléans, dans la Nouvelle-Orléans, dans l'Etat susdit, entre les heures légales de vente, savoir : entre midi et 3 heures de l'après-midi, de ce jour, à l'enchérisseur public, au plus offrant et dernier enchérisseur, pour comptant, en monnaie légale des Etats-Unis, sous les conditions suivantes, savoir :

Un certain lot de terre, situé dans la première section de la dite ville, dans le quartier connu sous le nom de Faubourg Marigny, dans la Nouvelle-Orléans, dans l'Etat susdit, ainsi que le tout se comporte et se poursuit, sans aucune garantie de la part du vendeur, mesurant et contenant 30 pieds de front sur la rue Roman, sur 120 pieds de profondeur, borné du côté du nord-ouest par le lot No. 3 de la subdivision faite par Jean Baptiste Pollet, du côté du sud-est par le lot No. 1 de la dite subdivision, du côté du nord-est par la rue Roman, et du côté du sud-ouest par le lot No. 5 de la dite subdivision.

Le susdit lot de terre est vendu avec tous les droits, privilèges et servitudes qui peuvent y être attachés, et il sera vendu libre de toutes dettes, hypothèques, taxes et charges, et l'acquéreur paiera les frais de vente.

Le susdit lot de terre sera vendu en bloc, et non par subdivisions, et il sera vendu à la première offre faite à l'encan public, et il ne sera reçu aucune offre au-dessous de la somme de $1,000 00.

Le susdit lot de terre sera vendu avec garantie de droit seulement